

Communiqué de presse

Blanchiment d'argent: rapport sur un registre suisse des bénéficiaires effectifs

Transparence des bénéficiaires effectifs: la Suisse doit rapidement mettre en place un registre officiel efficace

Berne, le 9 août 2023 – Les normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent ont été récemment renforcées. Il est donc attendu de la Suisse qu'elle crée, dans les plus brefs délais, un registre officiel des bénéficiaires effectifs des personnes morales et autres entités juridiques. La procédure de consultation sur le projet de loi correspondant devrait être prochainement ouverte. Transparency Suisse montre, dans un rapport publié aujourd'hui, pourquoi un tel registre est important et comment ce dernier devrait être conçu afin d'avoir les effets nécessaires contre la corruption et le blanchiment d'argent, ainsi que de permettre une mise en œuvre ciblée des sanctions économiques.

Nombreuses affaires internationales de corruption et de blanchiment d'argent montrent que les criminels dissimulent souvent leurs avoirs acquis illégalement derrière des structures imbriquées de sociétés écrans, de trusts et de constructions juridiques similaires. En qualité de bénéficiaires effectifs, ils ont le contrôle de ces structures mais n'apparaissent pas en tant que propriétaires légaux. C'est la raison pour laquelle le Groupe d'action financière (GAFI), organisme mondial de surveillance du blanchiment d'argent, exige la transparence des bénéficiaires effectifs des personnes morales et constructions juridiques telles que les trusts. Il a récemment révisé et renforcé les normes pertinentes (Recommandations 24 et 25).

La Suisse, en tant qu'État membre du GAFI, a donc désormais l'obligation de mettre en œuvre les normes internationales renforcées dans son droit national. Pour cette raison, elle devrait créer un registre officiel central des bénéficiaires effectifs des personnes morales. La réglementation suisse actuelle, selon laquelle certaines entreprises doivent tenir une liste interne de leurs principaux bénéficiaires effectifs, ne répond plus aux exigences du GAFI. La Suisse est également à la traîne des États de l'UE, dont la plupart connaissent déjà un tel registre.

C'est pourquoi le Conseil fédéral a annoncé en octobre dernier qu'il ouvrirait cet été la procédure de consultation pour un projet de création d'un registre officiel des bénéficiaires effectifs. Dans un rapport publié aujourd'hui, Transparency Suisse montre que les lacunes de la loi actuellement en vigueur en Suisse favorisent la corruption et le blanchiment d'argent, ainsi que compliquent la mise en œuvre de sanctions économiques. En s'appuyant sur les normes du GAFI et les réglementations de pays voisins, le rapport indique en outre qu'un registre officiel central des bénéficiaires effectifs des personnes morales et autres entités juridiques est un élément essentiel et incontournable d'un dispositif moderne de lutte contre le blanchiment d'argent. À condition, évidemment, que le registre réponde aux exigences nécessaires.

Le rapport définit donc les paramètres principaux auxquels le registre devrait répondre afin de permettre une prévention et lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent efficaces:

- Le registre devrait couvrir toutes les entités à risque, afin de ne pas offrir d'échappatoire permettant le blanchiment d'argent.
- Les informations sur les bénéficiaires effectifs devraient être aussi complètes et véridiques que possible pour que le registre puisse atteindre son objectif de prévenir et lutter contre le blanchiment d'argent. La qualité des données devrait donc être assurée par une approche pluridimensionnelle, comprenant des

contrôles par les autorités, mais également le devoir des utilisateurs et utilisatrices du registre de signaler les incohérences.

- L'accès au registre ne devrait pas être limité aux autorités et aux intermédiaires financiers, mais plutôt être ouvert au plus grand nombre de personnes possible. Les médias et organisations non gouvernementales devraient notamment avoir accès au registre, comme c'est déjà le cas dans de nombreux pays, car l'expérience montre qu'ils contribuent de manière importante à la découverte de cas de corruption et de blanchiment d'argent. Afin d'améliorer leur prévention contre la corruption et le blanchiment d'argent (dans le cadre d'examens de l'intégrité de leurs partenaires commerciaux), les entreprises devraient également pouvoir consulter le registre.

Martin Hilti, directeur de Transparency Suisse, souligne:

«La transparence des bénéficiaires effectifs des personnes morales et autres entités juridiques est essentielle pour prévenir et lutter efficacement contre la corruption et le blanchiment d'argent, mais également pour la mise en œuvre de sanctions économiques. La Suisse devrait donc rapidement mettre en place un registre officiel central des bénéficiaires effectifs qui soit pleinement conforme aux normes du GAFI et qui n'ait rien à envier aux autres pays. Sinon, elle risque de continuer à attirer les criminels, et les dommages qui en découlent.»

Le rapport «Des affaires (pas) transparentes – Registre suisse des bénéficiaires effectifs des personnes morales et d'autres entités juridiques: importance et paramètres nécessaires» en allemand, ainsi qu'une synthèse en français, sont disponibles et publiés sur www.transparency.ch/fr (→ Publications).

Contact médias:

Martin Hilti, directeur

Transparency Suisse

Tél.: +41 (0)31 382 35 50

Courriel: martin.hilti@transparency.ch

###

Transparency International Suisse («Transparency Suisse») est la section suisse de Transparency International, la principale organisation non gouvernementale qui lutte contre la corruption dans le monde. Transparency Suisse prévient et combat la corruption et le blanchiment d'argent en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. Transparency Suisse est active dans les domaines de la sensibilisation et du plaidoyer, rédige des rapports et des instruments de travail, encourage l'échange au sein de certains groupes professionnels, collabore avec d'autres institutions et prend position sur l'actualité. www.transparency.ch/fr